

De minimum- en maximumbedragen van de weddeschalen van de secretaris worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

De Regering kan de weddeschalen aanpassen. »

**Art. 5.** In boek I, titel I, hoofdstuk IV, wordt een afdeling 3 met het opschrift "Evaluatie" ingevoegd.

Ze wordt aangevuld met artikel L1124-50, luidend als volgt :

« De secretaris en de ontvanger worden door de raad voor maatschappelijk welzijn geëvalueerd onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt. »

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 926 (2008-2009), nrs. 1 tot 5.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 30 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1812

[2009/202221]

### 30 AVRIL 2009. — Décret modifiant le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup> du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, il est inséré un article 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>/1. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1<sup>o</sup> personnes étrangères : les personnes ne possédant pas la nationalité belge, séjournant de manière durable ou temporaire sur le territoire de la région de langue française;

2<sup>o</sup> personnes d'origine étrangère : les personnes qui ont émigré en Belgique ou dont l'un des ascendants a émigré en Belgique et qui ont la nationalité belge;

3<sup>o</sup> le développement social : est une démarche visant à améliorer la capacité du public cible à vivre en toute sécurité et à lui permettre de participer pleinement à la société. Il est indissociable de son contexte culturel, économique, politique et spirituel et ne peut être envisagé dans une perspective uniquement sectorielle. Il relève d'une multiplicité de dimensions et de l'atteinte de plusieurs objectifs sociaux énumérés à l'article 15;

4<sup>o</sup> projet de co-développement : le projet de développement social, économique, culturel et politique, appuyé sur une collaboration entre les personnes étrangères ou d'origine étrangère, leurs organisations et leurs partenaires, publics et privés, à la fois dans les pays d'origine et de destination, avec un cadre de référence partagé;

5<sup>o</sup> plan local d'intégration : le plan qui favorise l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, en mettant en évidence leurs besoins spécifiques et en définissant les stratégies à développer pour mieux les rencontrer, sur chaque territoire couvert par un centre prévu au chapitre III;

6<sup>o</sup> le plan de cohésion sociale : le plan visé par le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

7<sup>o</sup> la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère : la commission mentionnée à l'article 59 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, dénommée ci-après "la commission";

8° l'interprétariat en milieu social : la restitution complète de messages verbaux ou écrits, depuis la langue source vers la langue de destination, de manière neutre et fidèle dans le contexte social, notamment de bien-être et de santé, de l'emploi et du logement, de l'accueil et de l'accompagnement, de la prestation de services publics et des autorités dans le cadre de leurs missions sociales destinées au public cible. »

**Art. 2.** L'article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le Gouvernement arrête pour les compétences qu'il exerce, dans un plan d'actions transversales proposé par la Commission, les actions positives favorisant l'égalité des chances des personnes étrangères ou d'origine étrangère et la citoyenneté dans la perspective d'une société interculturelle. »

**Art. 3.** Dans l'article 3 du même décret, les mots "par des mesures positives" sont abrogés.

**Art. 4.** L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le Gouvernement présente au Parlement wallon avant le 30 juin de l'année suivant la deuxième année qu'il couvre, un rapport d'évaluation sur la politique relative à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère et le plan d'actions transversales prévu à l'article 2. »

**Art. 5.** A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement agréé sept centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères actuellement situés à Charleroi, La Louvière, Liège, Mons, Namur, Verviers et Tubize, dont le ressort est défini par le Gouvernement. Le siège d'activités du centre peut être transféré sur une autre commune du ressort ;

2° dans l'alinéa 2, les mots "Il peut agréer" sont remplacés par les mots "Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, il peut agréer".

**Art. 6.** L'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Les centres pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère ont pour mission d'assurer :

1° l'accompagnement des initiatives locales de développement social ainsi que la coordination des activités d'intégration dans le cadre des plans locaux d'intégration;

2° la promotion de la participation sociale, économique, culturelle et politique des personnes étrangères ou d'origine étrangère et des échanges interculturels;

3° la coordination de l'accueil, l'orientation, l'accompagnement et l'intégration des personnes étrangères installées depuis peu en Région wallonne;

4° la formation des intervenants agissant dans le secteur de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère et le dialogue interculturel, ainsi que la formation du personnel des services s'adressant même partiellement à eux;

5° la récolte sur le plan local des données statistiques disponibles;

6° sur proposition de leur conseil d'administration et moyennant l'avis favorable de la Commission, l'organisation, pendant une durée déterminée, d'activités d'intégration de première ligne indispensables à la réalisation du plan local d'intégration, au cas où les associations et les pouvoirs publics partenaires ne les organisent pas ou à leur demande, en particulier en ce qui concerne l'offre d'apprentissage du français et la connaissance des institutions belges. »

**Art. 7.** L'article 8 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Les centres organisent un comité d'accompagnement, composé au minimum des associations et des pouvoirs publics ainsi que toute personne concernée, qui exercent leur action en matière d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère sur le territoire concerné.

Le comité d'accompagnement est chargé de l'accompagnement et de l'évaluation des plans locaux d'intégration. Il peut organiser des groupes de travail sur des thèmes particuliers. »

**Art. 8.** Dans l'article 9, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 6°, les mots "conseil représentatif" sont remplacés par les mots "comité d'accompagnement";

b) l'alinéa est complété par les 7° et 8° rédigés comme suit :

« 7° l'organigramme du personnel;

8° la liste des locaux disponibles gérés par le centre. »

**Art. 9.** L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Les centres doivent disposer de personnel à temps plein, dont l'équipe de base est composée au moins :

1° d'une personne chargée de la direction et de la gestion journalière;

2° d'une personne chargée de la gestion administrative et financière;

3° d'un coordinateur de projets;

4° de trois responsables de projets.

Le Gouvernement définit les qualifications du personnel composant l'équipe de base. »

**Art. 10.** Dans l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots "de locaux nécessaires à l'exercice de leurs missions, à l'accueil de leur personnel, ainsi que" sont insérés entre les mots "disposer" et les mots "d'un secrétariat".

**Art. 11.** L'article 13 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Dans la limite des crédits budgétaires, les centres bénéficient annuellement :

1° de subventions couvrant au moins les rétributions de la personne chargée de la direction, de la personne chargée de la gestion administrative et financière et du coordinateur de projets;

2° de subventions couvrant le co-financement d'au moins trois responsables de projets, chargés du suivi du plan local d'intégration, de la formation d'intervenants, de l'accompagnement des associations ainsi que des relations avec les pouvoirs publics. Le Gouvernement arrête les modalités, montants et conditions d'octroi de ces subventions;

3° d'une subvention indexée dont le montant est fixé par le Gouvernement, couvrant les frais de fonctionnement et d'activités.

Les échelles de traitement prises en compte sont celles appliquées pour les accords du secteur non-marchand et par la commission paritaire 329.02.

De plus, les centres peuvent percevoir d'autres subventions couvrant des activités exceptionnelles qu'ils développent en commun.

Les centres peuvent percevoir une cotisation ou des subventions de leurs membres. »

**Art. 12.** L'article 15 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Le Gouvernement subventionne dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les initiatives locales de développement social menées par un pouvoir public local, une intercommunale, une association de fait ou une association sans but lucratif, qui recouvrent les domaines suivants :

1° l'apprentissage du français langue étrangère, la compréhension des codes sociaux et culturels ainsi que la connaissance des institutions du pays d'accueil;

2° l'aide à l'exercice des droits et des obligations des personnes étrangères ou d'origine étrangère quel que soit le domaine concerné, en particulier pour les nouveaux arrivants;

3° l'orientation, l'accompagnement et le soutien aux démarches d'intégration notamment socioprofessionnelles et philosophiques;

4° l'amélioration de la compréhension et de la connaissance mutuelle en vue d'une société interculturelle par la promotion des échanges et de la connaissance, la médiation sociale et interculturelle, ainsi que l'interprétariat en milieu social;

5° la lutte contre les discriminations et la promotion de participation sociale, économique, culturelle et politique;

6° les projets s'inscrivant dans une démarche de co-développement.

Les initiatives locales de développement social portées depuis au moins trois ans par des associations sans but lucratif, disposant d'au moins un poste salarié à temps plein peuvent être agréées par le Gouvernement aux conditions qu'il fixe. »

**Art. 13.** Dans l'article 16, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 1<sup>o</sup> est complété par les mots " , les plans locaux d'intégration et les plans de cohésion sociale, après consultation du centre régional couvrant le territoire sur lequel elle s'exerce, s'il échet. ";

b) dans l'alinéa 3, les mots " d'une évaluation en application de l'article 6, 5<sup>o</sup> " sont remplacés par les mots " d'un accompagnement en application de l'article 6, 1<sup>o</sup> ".

**Art. 14.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre VII intitulé " Dispositions finales ".

**Art. 15.** Dans le chapitre VII inséré par l'article 14, il est inséré un article 22 rédigé comme suit :

« Art. 22. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 mars 1984 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001, est abrogé. »

**Art. 16.** Dans le même chapitre VII, il est inséré un article 23 rédigé comme suit :

« Art. 23. Les projets subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés, pour l'année précédant la date d'entrée en application du présent décret modifiant le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, bénéficieront dans les mêmes conditions des dispositions prévues aux articles 15 et 16. »

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon, 975 (2008-2009), n<sup>os</sup> 1 et 2.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.*

*Discussion - Votes.*

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1812

[2009/202221]

**30 APRIL 2009. — Decreet tot wijziging van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Hoofdstuk I van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst wordt aangevuld met een artikel 1/1, luidend als volgt :

« Artikel 1/1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° vreemdelingen : de personen die niet over de Belgische nationaliteit beschikken en die duurzaam of tijdelijk op het grondgebied van het Franse taalgebied verblijven;

2° personen van buitenlandse herkomst : de personen die naar België zijn uitgeweken of van wie één van de voorouders naar België is uitgeweken en die over de Belgische nationaliteit beschikken;

3° sociale ontwikkeling : stap met het oog op de verbetering van het vermogen van het doelpubliek om in veiligheid te leven en het in staat te stellen om volkomen deel uit te maken van de maatschappij. Ze mag niet los gezien worden van haar culturele, economische, politieke en geestelijke context en mag niet in een louter sectoraal perspectief beschouwd worden. Ze betreft een veelheid van aspecten en streeft verschillende sociale doelstellingen na die in artikel 15 opgesomd worden;

4° co-ontwikkelingsproject : project inzake sociale, economische, culturele en politieke ontwikkeling dat berust op een samenwerking tussen de vreemdelingen of de personen van buitenlandse herkomst, hun publieke en private organisaties en partnerschappen, tegelijkertijd in de landen van herkomst en van bestemming, met een gedeeld referentiekader.

5° plaatselijk integratieplan : plan ter bevordering van de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst waarbij gewezen wordt op hun specifieke behoeften en voorzien wordt in de strategieën die ontwikkeld moeten worden om daarop in te spelen op elk grondgebied bediend door een centrum bedoeld in hoofdstuk III;

6° het plan voor maatschappelijke cohesie : het plan bedoeld in het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld;

7° de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Waalse Commissie voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst) : de commissie bedoeld in artikel 59 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, hierna "de commissie" genoemd;

8° het tolken in een sociale context : de volledige weergave van mondelinge of geschreven boodschappen van de brontaal naar de doeltaal, op neutrale en nauwkeurige wijze in de sociale context, o.a. op het vlak van welzijn en gezondheid, werkgelegenheid en huisvesting, onthaal en begeleiding, dienstverlening door de overheidsdiensten en de overheden in het raam van hun sociale opdrachten die voor het doelpubliek bestemd zijn. »

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Voor de bevoegdheden die zij uitoefent legt de Regering in een door de Commissie overgelegde plan van transversale acties de positieve acties vast ter bevordering van de gelijkheid van kansen voor vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst en van het burgerschap in het raam van een interculturele maatschappij. »

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de woorden "door positieve acties" geschrapt.

**Art. 4.** Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. De Regering bezorgt het Waals Parlement vóór 30 juni van het jaar na het tweede jaar waarop het betrekking heeft, een evaluatieverslag over het beleid gevoerd inzake de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst en het plan van transversale acties bedoeld in artikel 2. »

**Art. 5.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De Regering erkent zeven gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen, thans gevestigd in Charleroi, La Louvière, Luik, Bergen, Namen, Verviers en Tubeke, waarvan het ambtsgebied door de Regering wordt bepaald. De activiteitenzetel van het centrum kan naar een andere gemeente van het ambtsgebied overgedragen worden »;

2° in het tweede lid worden de woorden "Zij kan andere centra erkennen" vervangen door de woorden "Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan ze andere centra erkennen".

**Art. 6.** Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst worden belast met de volgende opdrachten :

1° de begeleiding van de plaatselijke initiatieven inzake maatschappelijke ontwikkeling, alsook de coördinatie van de integratieactiviteiten in het raam van de plaatselijke integratieplannen;

2° de bevordering van de maatschappelijke, economische, culturele en politieke deelneming van de vreemdelingen of de personen van buitenlandse herkomst en de interculturele uitwisselingen;

3° de coördinatie van het onthaal, de voorlichting, de begeleiding en de integratie van de vreemdelingen die zich onlangs in het Waalse Gewest gevestigd hebben;

4° de opleiding van de interveniënten die werken in de sector van de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst en de interculturele dialoog, alsook de opleiding van het personeel van de diensten die, zelfs gedeeltelijk, voor hen bestemd zijn;

5° de inzameling van de beschikbare statistische gegevens op plaatselijk vlak;

6° op voorstel van hun raad van bestuur en mits gunstig advies van de Commissie, de organisatie, voor een bepaalde duur, van eerstelijns integratieactiviteiten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het plaatselijke integratieplan indien de verenigingen of de partneroverheden ze niet organiseren of op hun verzoek, meer bepaald wat betreft het aanleren van het Frans en de kennis van de Belgische instellingen. »

**Art. 7.** Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De centra organiseren een begeleidingscomité dat samengesteld is uit, hoe dan ook, de verenigingen en de overheden, alsook uit elke betrokken persoon, die acties voeren inzake integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst op het betrokken grondgebied.

Het begeleidingscomité wordt belast met de begeleiding en de evaluatie van de plaatselijke integratieplannen. Het kan werkgroepen voor bijzondere thema's organiseren. »

**Art. 8.** In artikel 9, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 6° worden de woorden "de representatieve raad" vervangen door de woorden "het begeleidingscomité";

i) het lid wordt aangevuld met de punten 7° en 8°, luidend als volgt :

« 7° het organigram van het personeel;

8° de lijst van de beschikbare lokalen beheerd door het centrum. »

**Art. 9.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. De centra beschikken over voltijds personeel waarvan de basisploeg samengesteld is uit minstens :

1° één persoon belast met de directie en het dagelijks beheer;

2° één persoon belast met het administratief en financieel beheer;

3° een coördinator van projecten;

4° drie projectverantwoordelijken.

De Regering bepaalt de kwalificaties van het personeel waaruit de basisploeg samengesteld is. »

**Art. 10.** In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde decreet worden tussen de woorden "beschikken over" en "een secretariaat" de woorden "de nodige lokalen voor de uitoefening van hun opdrachten, het onthaal van hun personeel, alsook over" ingevoegd.

**Art. 11.** Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Binnen de perken van de begrotingskredieten genieten de centra jaarlijks :

1° subsidies ter dekking van, hoe dan ook, de bezoldiging van de persoon belast met de directie, van de persoon belast met het administratief en financieel beheer en van de coördinator van projecten;

2° subsidies ter dekking van de medefinanciering van minstens drie projectverantwoordelijken belast met de opvolging van het plaatselijke integratieplan, de opleiding van interveniënten, de begeleiding van de verenigingen, alsook de betrekkingen met de overheden. De Regering bepaalt de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van die subsidies, alsook de bedragen ervan;

3° een geïndexeerde subsidie waarvan het bedrag door de Regering bepaald wordt en dat de werkings- en activiteitenkosten dekt.

De in aanmerking genomen weddeschalen zijn die welke toegepast worden voor de overeenkomsten van de non-profit sector en door de paritaire commissie 329.02.

Bovendien kunnen de centra subsidies ontvangen ter dekking van buitengewone activiteiten die ze samen ontwikkelen.

De centra kunnen een bijdrage of subsidies van hun leden ontvangen. »

**Art. 12.** Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Regering subsidies voor de plaatselijke initiatieven gevoerd door een plaatselijke overheid, een intercommunale, een feitelijke vereniging of een vereniging zonder winstoogmerk, ter dekking van :

1° het leren van het Frans als buitenlandse taal, het begrip van de sociale en culturele codes, alsook de kennis van de instellingen van het land van onthaal;

2° de bijstand in de uitoefening van de rechten en plichten van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, ongeacht het bedoelde gebied, in het bijzonder voor de onlangs aangekomen personen;

3° de voorlichting, de begeleiding en bijstand bij de integratiestappen, o.a. op sociaal-economisch en filosofisch vlak;

4° de verbetering van de verstandhouding en van de wederzijdse kennis met het oog op een interculturele maatschappij door de bevordering van uitwisselingen en kennis, de sociale en interculturele bemiddeling, alsook het tolken in een maatschappelijke context;

5° de bestrijding van de discriminaties en de bevordering van de sociale, economische, culturele en politieke deelneming;

6° de projecten die kaderen in een stap van co-ontwikkeling.

De plaatselijke ontwikkelingsinitiatieven die sinds minstens drie jaar door de verenigingen zonder winstoogmerk gevoerd worden en die over minstens één voltijds bezoldigde baan beschikken, kunnen door de Regering erkend worden onder de voorwaarden die zij stelt. »

**Art. 13.** In artikel 16, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt punt 1° aangevuld met de woorden ", de plaatselijke integratieplannen en de plannen voor maatschappelijke cohesie, na raadpleging van het gewestelijk centrum dat het grondgebied bedient waarop ze uitgeoefend wordt, in voorkomend geval.";

b) in het derde lid worden de woorden "die geëvalueerd worden overeenkomstig artikel 6, 5°," vervangen door de woorden "die het voorwerp zijn van een begeleiding overeenkomstig artikel 6, 1°".



**Art. 14.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VII ingevoegd, luidend als volgt : "Slotbepalingen".

**Art. 15.** Hoofdstuk VII, ingevoegd bij artikel 14, wordt aangevuld met een artikel 22, luidend als volgt :

« Art. 22. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1983 houdende erkenning van de personen die de immigranten religieus en/of moreel moeten bijstaan, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 maart 1984 en bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2001, wordt opgeheven. »

**Art. 16.** Hetzelfde hoofdstuk VII wordt aangevuld met een artikel 23, luidend als volgt :

« Art. 23. De projecten gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1983 houdende erkenning van de personen die de immigranten religieus en/of moreel moeten bijstaan voor het jaar dat voorafgaat aan de datum van inwerkingtreding van dit decreet tot wijziging van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst komen onder dezelfde voorwaarden in aanmerking voor de bepalingen van de artikelen 15 en 16 ».

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD.

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement, 975 (2008-2009), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2009.*

*Bespreking - Stemmingen.*

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1813

[C - 2009/31271]

**14 MAI 2009.** — Ordonnance portant assentiment à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, signé à New York le 30 mars 2007 (1)

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** La Convention relative aux droits des personnes handicapées, signée à New York le 30 mars 2007, sortira son plein et entier effet.

**Art. 3.** Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, signé à New York le 30 mars 2007, sortira son plein et entier effet.

**Art. 4.** Les modifications des articles 34, 38, 39 ou 40 de la Convention, qui seront adoptés sur la base de l'article 47, paragraphe 3, de la Convention, sortiront leur plein et entier effet.

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1813

[C - 2009/31271]

**14 MEI 2009.** — Ordonnantie houdende instemming met het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap en met het Facultatief Protocol bij het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, ondertekend te New York op 30 maart 2007 (1)

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, ondertekend te New York op 30 maart 2007, zal volkomen gevolg hebben.

**Art. 3.** Het Facultatief Protocol bij het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, ondertekend te New York op 30 maart 2007, zal volkomen gevolg hebben.

**Art. 4.** De wijzigingen van de artikelen 34, 38, 39 of 40 van het Verdrag, die zullen aangenomen worden met toepassing van artikel 47, lid 3, van het Verdrag, zullen volkomen gevolg hebben.